

La relation inflation-chômage (courbe de Phillips)

Le mode de correction des déséquilibres sur le marché du travail, pour restaurer la croissance, est fortement conditionné par l'origine de l'inflation (coûts ou demande) et la nature du chômage.

1- La révélation de la loi de Phillips

Il semble exister une **relation empirique entre la croissance économique, celle des prix et le niveau de chômage**. Cette hypothèse a été testée avec succès en 1958, par A.W. Phillips, économiste d'inspiration keynésienne, qui observa des données pour le Royaume-Uni entre 1861 et 1913⁽¹⁾. Sa loi a révélé l'existence d'une relation inverse et fortement non linéaire entre taux de chômage et taux de croissance du salaire nominal. En effet, le pouvoir de négociation du salaire nominal est d'autant plus fort que le niveau de pression sur le marché du travail est faible. Mais le salaire nominal est également rigide à la baisse, puisque les individus revendiquent plus facilement une hausse de salaire qu'une baisse, confortés en cela par une réglementation qui biaise le mécanisme d'ajustement du marché.

2- L'utilité de la courbe de Phillips en matière de politique économique

Dans les modèles macroéconomiques keynésiens, le taux de salaire nominal contient également le taux d'accroissement des prix, dans la mesure où les agents indexent leur salaire monétaire pour maintenir leur pouvoir d'achat réel, face à la dépréciation de la valeur de la monnaie. Et réciproquement, les entreprises maintiennent leur marge bénéficiaire en répercutant la hausse des salaires nominaux sur le prix des produits. C'est pourquoi les keynésiens P. A. Samuelson et R. M. Solow⁽²⁾ ont modifié la formulation de la loi de Phillips, en liant directement le taux d'inflation au taux de chômage.

Il s'agit de montrer qu'une politique monétaire de relance par la demande peut s'avérer efficace pour restaurer la croissance de la production et réduire le chômage. Ainsi, les économistes keynésiens font apparaître le **dilemme**, pour les politiques gouvernementales, **entre inflation et chômage**. L'observation conforte la courbe de Phillips durant les Trente Glorieuses (1945-1973). Pour réduire le niveau de chômage, il est indispensable d'admettre un regain d'inflation, d'où l'effet « *stop and go* ». Mais cette accélération de l'activité a engendré une surchauffe de l'économie, se traduisant par une élévation du niveau d'inflation alors que paradoxalement l'activité s'est comprimée, engendrant davantage de chômage. La validité empirique de la courbe de Phillips ne se vérifie donc plus après le premier choc pétrolier, en période de stagflation.

3- La critique des fondements de politique économique issus de la courbe de Phillips (ou les nouvelles approches de la croissance)

Le courant monétariste justifie ce paradoxe en démontrant que la relation de Phillips n'est vérifiée qu'à court terme, et devient fautive sur une longue période. Selon M. Friedman⁽³⁾, à court terme, les agents peuvent ne pas prévoir correctement le pouvoir d'achat de la monnaie et, par extension, des salaires réels ; mais cette situation n'est que provisoire. À long terme, les anticipations des agents s'adaptent au taux d'inflation effectif pour maintenir leurs encaisses réelles, au point que la courbe de Phillips (augmentée des anticipations) devient insensible au taux d'inflation, au voisinage du taux de chômage naturel. Une manipulation quantitative de la masse monétaire ne peut donc provoquer qu'un effet monétaire, totalement neutre sur l'activité économique. La politique de relance monétaire conduit même l'économie sur une trajectoire d'inflation de plus en plus élevée.

Le courant néo-classique, inspiré par R. Lucas⁽⁴⁾, est encore plus radical, puisqu'il affirme que les anticipations d'inflation des agents sont totalement rationnelles. La dichotomie qui en résulte, entre sphères réelle et monétaire, conforte l'inutilité absolue des politiques monétaires⁽⁵⁾ conjoncturelles de résorption du chômage. Mais les néo-classiques n'expliquent pas la relation entre l'inflation et le chômage involontaire (ou keynésien).

Or, les anticipations⁽⁶⁾ du taux d'inflation ne sont ni nécessairement exactes en raison de la rationalité limitée (compte tenu de l'information imparfaite sur les marchés), ni mécaniquement réalisables du fait des imperfections du marché du travail (induisant une rigidité des salaires à la baisse). En cela, l'erreur d'anticipation d'inflation, mêlée à la viscosité des salaires, altère l'ajustement des salaires. L'inflation peut donc conserver un effet relatif sur le niveau de chômage⁽⁷⁾.

1. A. W. Phillips, *The Relation between Unemployment and the Rate of Change of Money Wage Rates in the U.K., 1861-1957*, *Economica*, « New Series », novembre 1958.

2. P. A. Samuelson et R. M. Solow, « Analytical Aspects of Anti-inflation Policy », *American Economic Review*, mai 1960.

3. M. Friedman, « The Role of Monetary Policy », *American Economic Review*, 1968.

4. R. E. Lucas et L. A. Rapping, « Real Wages, Employment and Inflation », *Journal of Political Economy*, septembre 1969.

5. Mais aussi budgétaires, pour leurs effets inflationnistes aggravés pour les déficits public et commercial.

6. Adaptatives selon M. Friedman ou rationnelles selon R.E. Lucas.

7. J. Tobin, « Inflation and Unemployment », *American Economic Review*, mars 1972.

Sous la haute direction de madame Denise Flouzat, recteur d'académie, professeur des universités et ancien membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France.